



LA CIBLE À COMBATTRE DOIT ÊTRE LE VIRUS, PAS LES AGENT.E.S !

Depuis le début de la crise sanitaire la CGT Est Ensemble a toujours exprimé que la priorité reste celle de la préservation de la santé des agents comme celle de l'ensemble de la population.

Notre organisation syndicale rappelle, fermement, que si elle est favorable à la vaccination qui est le bien-fondé afin d'éradiquer toute pandémie, elle reste, en parallèle, totalement opposée à la mise en œuvre du « Passe Sanitaire » qui s'apparente à une remise en cause du pacte républicain en contribuant à alimenter les clivages entre citoyens détenteurs et les autres et en renvoyant le contrôle de cette situation sur les salariés.

Les agents exerçant dans les équipements concernés par le contrôle du passe sanitaire doivent par ailleurs présenter leur propre passe sanitaire à leur hiérarchie, depuis le 30 août.

Nous serons vigilants sur cette application et nous nous opposerons à une vision purement punitive et omettant les garanties accordées aux agent.e.s

Une fois de plus, ce sont les quartiers et les territoires les plus défavorisés qui subissent de plein fouet les conséquences de cette mesure. Une fois de plus, les collectivités reportent sans état d'âme la responsabilité de décisions incohérentes et clivantes prises par le gouvernement sur les agent.e.s du service public. Le passe sanitaire n'est pas une mesure de santé publique mais un moyen de contrôle et de division de la société à un niveau jamais égalé. C'est une nouvelle attaque contre les libertés fondamentales et le droit du travail.

Nous revendiquons :

- le retrait de la loi sanitaire et de la mise en place du « Passe sanitaire »
- des mesures de protection pour tous les agent.e.s face aux agressions et aux risques psychosociaux
- de soumettre au préalable au CHSCT toute mise en œuvre des nouvelles mesures de condition suspensive du calendrier gouvernemental.
- de replacer la médecine de prévention au centre du dispositif.
- la création des conditions pour une vaccination pour tous ceux qui le souhaitent, notamment dans le monde du travail, mais aussi aux personnes défavorisées et exclus de la société.
- La suspension du jour de carence pour tous les arrêts maladies
- la levée immédiate des brevets sur les vaccins
- l'arrêt des fermetures de lits et la casse de l'hôpital public dans notre pays
- l'abrogation de la loi du 6 août 2019, dite de transformation de la Fonction publique et singulièrement la remise en cause programmée des CHSCT.

Afin de permettre aux agent-e-s de la collectivité de participer aux différentes actions à venir, pour défendre leurs intérêts, leur santé, leur emploi, pour améliorer leurs conditions de travail, pour porter leurs revendications, nous déposons un préavis de grève de 0 à 24 h, pour l'ensemble des agent-e-s de l'EPT Est Ensemble pour la période du 9 au 30 septembre 2021